appelle l'article 75c. A mon avis, s'il avait dit au peuple canadien qu'il présenterait l'article 75c pour bâillonner et mater l'opposition, son gouvernement ne serait pas au pouvoir aujourd'hui.

Pourtant, monsieur l'Orateur, lorsque j'étais jeune étudiant à l'université, je m'intéressais vivement aux déclarations et aux écrits du premier ministre actuel. Je me disais: Voici un vrai défenseur de la liberté, de la démocratie. Je me suis intéressé aussi aux luttes qu'il faisait, lorsqu'il protégeait ou tentait de protéger la liberté des travailleurs de l'amiante. Je me disais qu'il s'agissait d'un homme qui aimait la démocratie. Lorsque je lisais ses écrits, dans *Cité Libre*, alors qu'il définissait ce qu'il entendait par «opposition efficace dans un gouvernement démocratique», quand il s'attaquait au gouvernement de l'Union nationale—il avait parfois raison—j'avais espoir qu'une fois devenu ministre de la Justice, il y aurait enfin à la Chambre des communes quelqu'un qui ferait respecter et qui respecterait les principes de la vraie démocratie.

Mais, hélas, monsieur l'Orateur, depuis cette phrase célèbre prononcée alors qu'il était ministre de la Justice, au cours du débat de février 1968, lorsqu'il a dit à la Chambre que le gouvernement était le maître de cette enceinte, le premier ministre actuel a commencé à me décevoir, et je me suis dit qu'il n'était pas sincère lorsqu'il parlait des vrais principes démocratiques.

Monsieur l'Orateur, la présentation de l'article 75c signifie que le premier ministre veut appliquer ce qu'il a dit à la Chambre des communes au mois de février 1968, savoir que le gouvernement est le maître de la Chambre des communes. Tous ceux qui ont participé au débat, du moins les représentants de l'opposition, ont réaffirmé avec vigueur que tous les députés sont égaux, qu'ils ont des privilèges et des droits égaux, et que ce n'est pas le premier ministre du Canada qui va changer ces privilèges, même avec sa règle de clôture, la guillotine, l'article 75c.

Le gouvernement, monsieur l'Orateur, se servant de sa majorité pour imposer l'article 75c, qui constitue en pratique, comme je le disais tout à l'heure, une mesure de guillotine permanente, a démontré, par cette intransigeance, que l'opposition n'avait plus sa place au Parlement.

Cette mesure, qui constitue la philosophie de base des gouvernements totalitaires, nous conduira irrémédiablement à l'établissement, dans cette enceinte, d'un système de parti unique où les députés de l'opposition, étouffés par la majorité gouvernementale, ne pourront plus faire entendre les griefs, les revendications de ceux qui les ont élus démocratiquement et, comme le disaient plusieurs

députés aujourd'hui: Rien, étant donné les circonstances, ne justifiait le gouvernement de présenter l'article 75c, parce qu'au cours de cette session—et je pense que je peux le dire—jamais un gouvernement n'a reçu une collaboration aussi sincère et franche de la part de l'opposition officielle et des autres partis de l'opposition que le gouvernement actuel. (*Applaudissements*)

Si le premier ministre et les autres députés ministériels, par l'intermédiaire de la radio, de la télévision, dans des déclarations publiques, nous accusent de retarder l'adoption des projets de loi du gouvernement, c'est qu'en plusieurs circonstances, au cours de la dernière session, le gouvernement n'avait pas de projets de loi à soumettre à la Chambre, alors que nous étions toujours prêts à les étudier, les critiquer et les approuver. Et c'est là le rôle de l'opposition, monsieur l'Orateur.

D'ailleurs, nous, de l'opposition, savons, comme je le disais tout à l'heure, que le premier ministre du Canada, alors qu'il collaborait à la rédaction de *Cité Libre*, a fait l'étude de la notion de l'opposition politique. Dans le n° 27 de *Cité Libre* publié en mai 1960, le premier ministre parlait de l'opposition, mais d'une autre façon que celle dont il en a parlé ce soir. Il disait, et je cite:

Dans une démocratie parlementaire, l'homme d'opposition est celui qui fait profession de croire que le parti au pouvoir a tort d'y être; non pas nécessairement parce que ce parti agit toujours mal, mais parce qu'un autre parti ferait plus souvent mieux. Conséquemment, qu'il siège au Parlement ou qu'il soit autrement actif dans la politique, l'homme d'opposition doit critiquer systématiquement et impitoyablement les erreurs du gouvernement, et employer tous les arguments vrais et les moyens légaux afin qu'éventuellement le peuple élise un autre parti à l'exercice du pouvoir.

Voilà la définition de l'opposition que donnait le premier ministre, lorsqu'il écrivait dans *Cité Libre*. Toutefois, en présentant l'article 75c, il a oublié ses grands principes démocratiques, et il veut, par cet article—comme je le disais tout à l'heure—museler l'opposition, l'anéantir.

Bien sûr, monsieur l'Orateur, nous nous sommes attardés à l'étude des lois importantes, comme les amendements au Code criminel et le bill sur les langues officielles, mais il n'y a pas eu d'abus de privilège de la part des députés de l'opposition.

• (12.40 a.m.)

On l'a dit: L'article 75c va changer d'une façon draconienne les structures du Parlement, du Règlement. Dorénavant, l'exécutif ne sera plus au service du Parlement, mais ce sera le Parlement qui sera au service de l'exécutif. Ce sera l'aboutissement normal de cette tendance du gouvernement à établir par la force—comme je le disais tout à l'heu-